



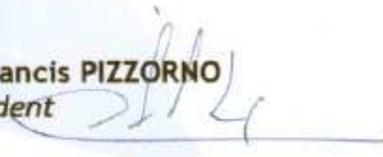
RAPPORT SEMESTRIEL 2008

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du Groupe PIZZORNO Environnement et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Le 26 août 2008

M. Francis PIZZORNO
Président



GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

G. P. E.

Société Anonyme au capital de 21.416.000 €
Siège social : DRAGUIGNAN (Var) – 109 rue Jean AICARD
RCS DRAGUIGNAN 429 574 395 (2000 B 33)

Rapport semestriel d'activité du premier semestre 2008

Activité du groupe au cours du premier semestre 2008	4
1.1. Données chiffrées, description de l'activité du groupe, évènements importants au cours du premier semestre 2008.....	5
1.2. Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2008.	6
1.3. Perspectives.....	7
Annexes : comptes semestriels consolidés	8

ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU
PREMIER SEMESTRE 2008

1.1. Données chiffrées, description de l'activité du groupe, évènements importants au cours du premier semestre 2008.

Le Chiffre d'affaires réalisé sur le 1^{er} semestre de l'exercice 2008 s'établit à 76,15 M€ contre 63,37 M€ sur la même période de l'exercice précédent, soit une croissance de 20,2%. Toutes les activités ont participé à cette évolution favorable.

L'activité Propreté bénéficie du fonctionnement en « régime de croisière » des contrats qui étaient en démarrage sur le premier semestre 2007. Il s'agit essentiellement des contrats de Lyon (propreté), Marrakech, Al Hoceima et Nouakchott.

De même pour l'activité traitement, le centre de stockage d'Oum Azza a fonctionné sur le semestre entier.

Pour l'activité Assainissement et services aux industriels, le chiffre d'affaires passe de 7,07M€ (1^{er} semestre 2007) à 10,52M€. Si nous pouvons déplorer la réduction du chiffre d'affaires (-565 K€) relatif au Déchets Industriels Banals due essentiellement à un ralentissement de l'activité du bâtiment, principal fournisseur, nous constatons une nette amélioration du fonctionnement de notre nouveau centre de tri (+0,28 M€ d'EBE). En effet ce dernier, durant ce semestre, a atteint les performances attendues après avoir bénéficié d'améliorations techniques et d'une profonde réorganisation. Par ailleurs, cette activité profite aussi des bons résultats de la filiale Gosselin acquise en juillet 2007.

Le premier semestre 2008 a vu :

- ✓ Se concrétiser le renouvellement de deux contrats importants. Celui de Draguignan Propreté (1,4 M€ HT/an sur 5 ans) et celui de Cogolin Collecte/Traitement (0,6 M€/an sur 5 ans). Le contrat de Draguignan est novateur dans les techniques proposées à la collectivité qui bénéficiera notamment du balayage hydraulique et de véhicules électriques ;
- ✓ Démarrer les contrats d'Al Hoceima (collecte/propreté et traitement, 1,5M€/an), du Méchouar de Marrakech (collecte/propreté, 0,7M€/an) et de Lyon (marché alimentaires, 2,6M€).

Nous avons aussi pris la décision de demander la non reconduction de deux contrats dont la rentabilité n'était pas assurée.

En matière de développement, nous avons porté notre attention tout particulièrement sur la recherche de sites susceptibles de recevoir nos activités.

Enfin, au cours de ce premier semestre 2008, nous avons pu obtenir un déblocage de notre procédure d'autorisation d'exploiter l'installation de traitement de déchets non dangereux du Balançan pour une durée globale de onze ans.

Au total, le **résultat opérationnel** s'établit sur le semestre à 2,83 M€ contre 3,74 M€ sur la même période de l'exercice précédent ; ce résultat prend en compte des frais de personnel à hauteur de 31,36 M€ contre 27,25 M€ au 30 juin 2007.

Le résultat financier s'établit à (1,41) M€ au 30 juin 2008 contre (0,96) M€ au 30 juin 2007, dégagant un **résultat courant** sur le semestre de 1,43 M€. Sur la période, le ratio Résultat financier / Dette Nette s'établit à 2,9% contre 3,15% pour le premier semestre 2007.

Le **résultat net** consolidé semestriel 2008 s'établit à 0,64 M€ après impôt contre 1,47 M€ en juin 2007.

Enfin, les fonds propres du Groupe, incluant les provisions à long terme, s'établissent au 30 juin 2008 à 42,65¹ M€ et la capacité d'autofinancement du Groupe à 945 M€. Sur la même période, les dettes financières nettes s'élèvent à 48,9 M€.

1.2. Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2008.

Ayant une activité internationale, l'une des principales sources de risques et d'incertitudes est le risque Pays.

Compte tenu des récents événements touchant le pouvoir en Mauritanie, nous rappelons notre présence dans ce pays par le biais de notre contrat de collecte et propreté de la capital Nouakchott. Ce contrat représente un chiffre d'affaires annuel de 5,6 M€ sur 20 ans.

1.3. Perspectives.

Dans le cadre de sa stratégie de diversification opérationnelle et géographique, le Groupe a concrétisé au 2 juillet 2008 son projet de prise de participation à hauteur de 40% dans la société Métostock Environnement qui, outre la gestion de déchetteries, a pour activité le traitement des déchets industriels banals ou spéciaux ainsi que la dépollution (terres, installations électrique,...).

¹ Y compris la part des minoritaires et les provisions pour avantages postérieurs à l'emploi

A l'international, le Groupe poursuit son développement en Afrique du Nord en concourant sur des marchés de traitement notamment à Marrakech et Tunis.

Le Groupe est en mesure de confirmer, sur l'année 2008, son objectif de croissance à deux chiffres en matière de chiffre d'affaires et d'au moins 10% en matière d'E.B.E.

M Francis Pizzorno

ANNEXES : COMPTES SEMESTRIELS
CONSOLIDES

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT
COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2008

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2008 (en K€)

ACTIF	Notes	30/06/2008	31/12/2007
ACTIFS NON-COURANTS			
Goodwill	4.1.1	11 161	11 161
Immobilisations corporelles	4.1.2	68 877	62 894
Autres immobilisations incorporelles	4.1.3	122	141
Participations comptabilisées par mises en équivalence	4.1.4	36	51
Titres disponibles à la vente	4.1.5	209	209
Autres actifs non-courants	4.1.6	758	732
Impôts différés actifs	4.1.11	203	351
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		81 367	75 539
ACTIFS COURANTS			
Stocks et en-cours	4.1.7	679	658
Clients et comptes rattachés	4.1.16	48 876	37 666
Autres actifs courants	4.1.6	2 588	1 590
Actifs d'impôts courants	4.1.14	12 180	9 187
Trésorerie et équivalent de trésorerie	4.1.8	11 603	24 208
TOTAL ACTIFS COURANTS		75 927	73 309
TOTAL ACTIF		157 294	148 848

PASSIF	Notes	30/06/2008	31/12/2007(*)
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	4.2.1	21 416	21 416
Autres réserves	4.2.2	16 446	13 400
Titres en auto-contrôle	4.2.3	-234	- 268
Résultat de l'exercice		668	3 869
Capitaux propres part du groupe		38 296	38 417
Intérêts minoritaires		766	818
TOTAL CAPITAUX PROPRES		39 061	39 235
PASSIFS NON COURANTS			
Emprunts et passifs financiers à long terme	4.1.9	36 640	36 050
Impôts différés passifs	4.1.11	1 350	1 146
Provisions à long terme	4.1.12	1 962	3 999
Avantages postérieurs à l'emploi	4.1.13	1 624	1 590
Autres passifs non courants	4.1.15	225	
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		41 801	42 785
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et comptes rattachés		18 570	20 354
Emprunts à court terme		3 530	1 554
Partie courante des emprunts et passifs financiers à long terme	4.1.9	20 355	15 314
Passif d'impôts courants	4.1.14	26 985	24 348
Provisions à court terme	4.1.12	2 947	751
Autres passifs courants	4.1.15	4 044	4 507
TOTAL PASSIFS COURANTS		76 432	66 828
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		157 294	148 848

(*) Après correction des comptes 2007 (se reporter au §2.25)

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 30 JUIN 2008 (en K€)

	Notes	30/06/2008	30/06/2007
CHIFFRE D'AFFAIRES	4.3.2	76 155	63 371
Autres produits de l'activité		28	62
Achats consommés		- 4 962	-4 465
Charges de personnel	4.3.3	- 31 367	-27 253
Charges externes		- 25 316	-19 651
Impôts et taxes		- 2 676	- 2 252
Dotation aux amortissements nette des reprises	4.3.4	- 8 369	-5 587
Dotation aux provisions nette des reprises	4.3.4	- 414	-101
Variation des stocks des en cours et produits finis		51	-21
Autres produits et charges courants	4.3.5	-294	-360
Résultat opérationnel courant		2 836	3 743
Autres produits et charges opérationnels non courants	4.3.6		
Résultat opérationnel		2 836	3 743
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		223	452
Coût de l'endettement financier brut	4.3.7	- 1 454	-1 214
Coût de l'endettement financier net		- 1 231	-762
Autres produits et charges financiers	4.3.8	- 178	-205
Charge d'impôt	4.3.9	- 772	-1 241
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		- 15	-62
Résultat net avant résultat des activités arrêtées		640	1 473
Résultat net de l'ensemble consolidé		640	1 473
Intérêts minoritaires		- 28	101
Résultat net (part du groupe)		668	1 372
Résultat net par action (en euros)		0.16703	0.34303
Résultat net dilué par action (en euros)		0.16703	0.34303

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2008 (en k€)

	Capital	Réserve liées au capital	Titres en auto- contrôle	Réserve et Résultats consolidés	Résultats enregistrés en cap. propres	Capitaux propres (groupe)	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
<i>Notes</i>	4.2.1	4.2.2	4.2.3					
Capitaux propres 1^{er} janvier 2007	21 416	4	-44	14 676	-51	36 001	750	36 751
Opérations sur le capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-détenus			10		4	14		14
Dividendes				-1 100		-1 100	-116	-1 216
Résultat de l'exercice				1 372		1 372	101	1 473
Profits sur cessions de Titres en auto-contrôle								
Ecarts de conversion				-10		-10	-1	-11
Résultat enregistré directement en capitaux propres				-10		-10	-1	-11
Sortie de périmètre								
Autres				-2		-2		-2
Capitaux propres au 30 juin 2007	21 416	4	-34	14 936	-47	36 275	734	37 009
Capitaux propres 1^{er} janvier 2008	21 416	4	-268	17 698	-128	38 722	832	39 554
Corrections d'erreur (*)				-305		-305	-14	-319
Capitaux propres 1^{er} janvier 2008 retraités	21 416	4	-268	17 393	-128	38 417	818	39 235
Opérations sur le capital				62		62	2	64
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur titres auto-détenus			33		-50	-17		-17
Dividendes				-800		-800	-25	-825
Résultat de l'exercice				668		668	-28	640
Profits sur cessions de Titres en auto-contrôle								
Ecarts de conversion				-37		-37	-1	-38
Résultat enregistré directement en capitaux propres				-37		-37	-1	-38
Sortie de périmètre								
Autres				2		2		2
Capitaux propres au 30 juin 2008	21 416	4	-235	17 288	-178	38 295	766	39 061

(*) Après correction des comptes 2007 (se reporter au §2.25)

GRUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AU 30 JUIN 2008 (en k€)

		30/06/2008	30/06/2007
Résultat net des sociétés intégrées (y compris intérêts minoritaires)		640	1 473
Dotations nettes aux amortissements et provisions		8 783	5 688
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		81	152
Autres produits et charges calculés		56	183
Plus et moins-value de cession		-94	-40
Quote- part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		15	61
Dividendes (titres non consolidés)		-32	-40
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		9 448	7 477
Coût de l'endettement financier net		1 454	971
Charge d'impôt (y compris impôts différés)		772	1 241
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(A)	11 674	9 689
Impôts versés	(B)	-393	-762
Variation du B.F.R. lié à l'activité	(C)	-14 613	-9 613
Flux net de trésorerie généré par l'activité (A+B+C)	(D)	-3 332	-686
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		-1	-47
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		-14 978	-9 447
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		623	306
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		-1	
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
Incidences des variations de périmètre			
Dividendes reçus (stés mises en équivalence, titres non consolidés)		32	41
Variation des prêts et avances consentis		-13	-26
Subventions d'investissement reçues			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(E)	-14 338	-9 173
Sommes reçues des actionnaires lors des augmentations de capital :			
- Versées par les actionnaires de la société mère			
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Rachats et reventes d'actions propres		-50	10
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :			
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		-800	-1 100
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		-25	-116
Encaissements liés aux nouveaux emprunts (y compris contrats de location financement)		14 163	16 217
Remboursement d'emprunts (y compris contrats de location financement)		-8 522	-5 854
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)		-1 454	-971
Autres flux liés aux opérations de financement		-282	-8
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(F)	3 029	8 178
Incidence des variations des cours des devises	(G)	94	-2
Variation de la trésorerie nette (D+E+F+G)		-14 548	- 1 683

TABLEAU DE VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (en k€)

		30/06/2008	Variations	31/12/2007
Trésorerie brute	(a)	11 603	-12 605	24 208
Soldes débiteurs et concours bancaires courants	(b)	-3 221	-1 943	- 1 278
Trésorerie (c) = (a) + (b)		8 382	-14 548	22 930
Endettement financier brut	(d)	-56 995	-5 631	-51 364
Endettement financier net (d) - (c)		-48 613	-20 179	-28 434

Voir note 4.1.8 pour le détail des soldes

V - ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1 - Note d'information générale

La société Groupe Pizzorno Environnement est une Société Anonyme au capital de 21 416 000 euros divisé en 4 000 000 actions, dont le siège social est à Draguignan (83300), 109 rue Jean Aicard ; elle est immatriculée au RCS de Draguignan sous le N° 429 574 395 (2000B33). Depuis le 8 juillet 2005, elle est cotée à Paris sur le marché Eurolist, compartiment C.

Elle exerce ses activités, via ses filiales en France au Maroc et une succursale en Mauritanie, dans le domaine de la protection de l'environnement, de l'élimination et de la valorisation des déchets sous toutes leurs formes, notamment le ramassage, le traitement, le transport, le recyclage des ordures, les nettoiyages industriels et urbains, l'assainissement, la filtration et le traitement des eaux.

Les présents comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 août 2008.

2 - Principes et méthodes comptables

2.1 - Référentiel comptable

Les présents états financiers consolidés sont conformes aux normes internationales d'information financière (normes IFRS) adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2008. Les normes comptables internationales comprennent les normes I.F.R.S. (International Financial Reporting Standards), les normes I.A.S. (International Accounting Standards) ainsi que les interprétations (S.I.C. et I.F.R.I.C.)

La base de préparation de cette information financière résulte donc des normes et interprétations d'application obligatoires au 30 juin 2008 adoptées par l'Union Européenne et des options et exemptions choisies par le Groupe.

Les comptes semestriels clos le 30 juin 2008 du Groupe Pizzorno Environnement sont présentés et ont été préparés sur la base des dispositions de la norme IAS 34 « information financière intermédiaire ». Ainsi le Groupe Pizzorno Environnement a appliqué les mêmes méthodes comptables que dans ses états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétation suivantes d'application obligatoire pour le Groupe depuis le 1^{er} janvier 2008 :

- IFRIC 11 : actions propres et transactions intra-groupe (interprétation d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er Mars 2007). L'adoption de cette interprétation n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés semestriels au 30 Juin 2008

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations suivantes, obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008 et non encore adoptées par l'Union Européenne, serait sans incidence sur les comptes du groupe Pizzorno Environnement :

- IFRIC 12 : transactions relatives aux concessions de service,
- IFRIC 14 : IAS 19 : plafonnement de l'actif : disponibilité des avantages économiques et obligations de financement minimum.

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2008 :

- IAS 23 : coûts d'emprunt (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 ou après cette date)
- IFRS 8 : secteurs opérationnels (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009 ou après cette date)
- IFRIC 13 : programme de fidélisation des clients (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2008 ou après cette date)
- IFRS 3 : Regroupements d'entreprises (révisée),
- Amendements à IFRS 2 : Paiement fondé sur des actions,
- Amendements à IAS 27 : Etats financiers consolidés et individuels,
- Amendements à IAS 32 & IAS 1 : Instruments Financiers – Présentation des états financiers.

Le processus de détermination par le Groupe Pizzorno Environnement des impacts potentiels sur les comptes consolidés du groupe est en cours. Le Groupe n'anticipe pas, à ce stade de l'analyse, d'impact significatif sur ses comptes consolidés

2.2 – Principes de préparation des états financiers

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'engagement et du principe du coût historique, à l'exception de certains actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Les états financiers consolidés sont présentés en euro et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (€000) sauf indication contraire.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la Direction a recours à des estimations et hypothèses fondées sur les meilleures connaissances à cette période de la situation actuelle et future. Toutefois, les résultats pourraient être différents de ces estimations. Les estimations et hypothèses sont révisées régulièrement et les incidences de toute modification sont immédiatement comptabilisées en résultat.

Les principales normes impactées sont :

- IAS 19 : avantages au personnel et provision concernant le départ à la retraite (4.1.12)
- IAS 36 : évaluation des goodwill (4.1.1)
- IAS 37 : provision sur suivi trentenaire (4.1.11)

2.3 - Périmètre et méthode de consolidation

Le périmètre de consolidation du Groupe Pizzorno Environnement comprend, outre la société mère consolidante, toutes les entreprises qu'elle contrôle, directement ou indirectement, de manière exclusive, conjointe ou dans laquelle elle exerce une influence notable, et ce, quelle que soit leur forme juridique.

Les filiales et entreprises sur lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Les entreprises associées qui sont celles dans lesquelles le Groupe est en mesure d'exercer une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, mais dont il n'a pas le contrôle, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient plus de 20 % des droits de vote de l'entreprise associée.

Les co-entreprises qui sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, c'est-à-dire dont il partage avec d'autres associés ou actionnaires le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Enfin, les participations directes ou indirectes du Groupe dans des sociétés sans activité ou ne permettant pas d'exercer une influence notable sur ces sociétés, ne sont pas consolidées.

2.4 - Traitement des goodwill

Les goodwill ont été déterminés par différence entre les coûts d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », les goodwill ne sont pas amortis mais leur valeur est testée au cours du 1^{er} trimestre de chaque année. Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le Groupe a défini ses UGT sur la base du niveau auquel il organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Dans la mise en œuvre des tests de perte de valeur des goodwill, le Groupe combine une approche par multiples de marché (estimation de la juste valeur nette) et une approche par les flux de trésorerie estimés futurs (estimation de la valeur d'utilité). Dans l'approche par multiples de marché, le Groupe compare la valeur nette comptable des UGT avec un multiple du résultat courant d'exploitation avant amortissement des immobilisations. Dans le cas où il en ressort un risque de perte de valeur pour une UGT, une approche par les flux de trésorerie futurs estimés est mise en œuvre, laquelle consiste à déterminer la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque cette valeur d'utilité de l'UGT se révèle inférieure à sa valeur nette comptable une perte de valeur des goodwill est comptabilisée en « autres produits et charges d'exploitation » afin de ramener la valeur nette comptable des actifs de l'UGT à leur valeur recouvrable, définie comme le plus haut de la juste valeur nette et de la valeur d'utilité.

Les évaluations effectuées lors des tests de perte de valeur des goodwill sont sensibles aux hypothèses retenues en matière d'évolution des prix de vente et des coûts futurs, de tendances économiques dans le secteur de l'environnement et services aux collectivités. Ces évaluations sont également sensibles aux taux d'actualisation et de croissance à l'infini retenus, le Groupe retenant pour chaque UGT un taux d'actualisation spécifique.

Les hypothèses et options clés retenues pour déterminer les valeurs recouvrables à partir de projection de flux de trésorerie futurs d'exploitation sont les suivantes:

- Période de prévision : 4 ans
- Taux d'actualisation « K » (avant impôt société) : 10 % pour la France, 14 % pour le Maroc.

2.5- Méthode de conversion pour les entreprises étrangères

Les postes de bilan des sociétés marocaines SEGEDEMA et TEODEM ainsi que de la succursale mauritanienne sont convertis dans les comptes consolidés du Groupe sur la base du cours de change en vigueur à la date d'arrêtés des comptes. Les postes du compte de résultat ainsi que le tableau de financement sont convertis sur la base du taux moyen de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés au bilan en capitaux propres.

2.6 - Dates des situations intermédiaires

Les comptes consolidés et les comptes individuels des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation sont arrêtés au 30 juin 2008.

2.7- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, elles incluent les immobilisations prises en contrat de location financement (voir infra note 2.16)

Les actifs sont décomposés, chaque composant ayant une durée d'amortissement spécifique, en ligne avec la durée d'utilité des actifs. Les durées sont revues régulièrement et les changements d'estimation sont comptabilisés sur une base prospective.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire. Les taux appliqués sont détaillés dans le tableau suivant :

Libellés	Linéaire
Immobilisations incorporelles	
208 - Logiciels	20 %
Immobilisations corporelles	
214.1 - Constructions	5 à 20 %
215.4 - Installations techniques, mat. et outillage	7 à 20 %
218.1 - Agencements, Aménagements et Installations divers	10 à 33.33 %
218.2 - Matériel de transport	12.5 à 17 %
218.3 - Matériel de bureau et informatique	10 à 25 %
218.4 - Mobilier	20 %

2.8 - Titres de participation

Les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme des titres disponibles à la vente et sont comptabilisés à la juste valeur. Les pertes et gains latents sont comptabilisés dans une composante distincte des capitaux propres. Lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation des titres (notamment en cas de baisse importante ou prolongée de leur juste valeur en-deçà de leur coût), le montant de la perte est comptabilisé en résultat de la période. Cette perte ne peut faire l'objet d'une reprise en résultat lors des exercices ultérieurs.

2.9 - Autres actifs financiers

Les prêts et placements long terme sont considérés comme des actifs émis par l'entreprise et sont comptabilisés au coût amorti suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Ils font l'objet d'une dépréciation, comptabilisée en résultat, s'il existe une indication objective de perte de valeur.

2.10 - Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « Premier entré, premier sorti » et leur valeur comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Ils sont comptabilisés à la plus faible des valeurs entre cette évaluation et leur valeur nette de réalisation.

2.11 - Créances clients

Les créances clients sont évaluées lors de leur comptabilisation initiale à la juste valeur, puis comptabilisées au coût amorti. Des pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur.

2.12 - Subventions d'investissement

Les subventions publiques sont comptabilisées dans le compte de résultat, sur une base systématique sur les périodes nécessaires pour les rattacher aux coûts liés qu'elles sont censées compenser et sont présentées dans la ligne « autres produits ». Les subventions liées à des actifs sont présentés au bilan en produits différés.

2.13 - Impôts différés

Les impôts différés sont déterminés sur la base des différences temporaires résultant de la différence entre la valeur comptable des actifs ou passifs et leur valeur fiscale suivant le principe de la conception étendue et la méthode du report variable. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable de les récupérer au cours des prochaines années.

Les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés et la charge d'impôt courant et différé est calculée à partir du taux effectif d'impôt pour chaque entité ou sous-groupe fiscal.

2.14 - Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée. Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, et est actualisé lorsque l'effet est significatif.

Les principales provisions du Groupe concernent les coûts de réhabilitation de site et de suivi trentenaire et des risques et litiges divers.

Les provisions pour réhabilitation de site et suivi trentenaire comprennent les provisions relatives à l'obligation légale, réglementaire ou contractuelle de remise en état des Centre de Suivi des Déchets Ultimes (CSDU). Ce poste intègre en outre les provisions relatives aux obligations de suivi à long terme de ces sites. Ces provisions sont calculées site par site et sont constituées pendant la durée de leur exploitation. Pour la détermination des coûts estimés, il est fait référence au montant des garanties financières définies dans les arrêtés préfectoraux et aux tonnes totales admissibles sur chaque site. Un coût unitaire à la tonne est alors défini.

Pour la remise en état de site, la provision est comptabilisée en totalité dès l'ouverture du site ; elle a pour contrepartie la création d'un actif immobilisé amorti sur la durée d'exploitation du site.

Pour le suivi trentenaire, la provision est dotée chaque année en fonction des tonnages admis sur chaque site, elle est reprise pendant la période de suivi.

Les coûts qui devront être engagés lors de la fermeture du site ou pendant la période de suivi à long terme (d'une durée de trente ans au sein de l'Union Européenne) font l'objet d'une actualisation au taux de 4,83 %.

Les provisions pour risques et litiges divers sont constituées en tenant compte des hypothèses les plus probables afférentes aux litiges de toutes natures que le Groupe Pizzorno Environnement rencontre dans la conduite de ses affaires.

2.15 - Avantages du personnel

Les avantages du personnel postérieurs à l'emploi concernent uniquement les engagements du Groupe en matière d'indemnités de fin de carrière, les paiements aux régimes de prestations de retraite à cotisations définies étant comptabilisés en charge lorsqu'ils sont dus.

Le coût des engagements en matière d'indemnité de fin de carrière est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec des évaluations actuarielles qui ont lieu à chaque date de clôture. Les gains et pertes actuariels qui excèdent 10 % du montant le plus élevé entre la valeur actualisée de l'obligation du Groupe au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime, sont comptabilisés selon un mode linéaire sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des membres du personnel bénéficiant de ce régime. Le coût des services passés est comptabilisé selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel.

Dans le cadre de la norme IAS19, la société a pris la décision de passer en résultats les écarts actuariels sur les avantages au personnel.

Le montant comptabilisé au titre des indemnités de fin de carrière représente la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels non comptabilisés et des coûts des services passés non comptabilisés. Il a été calculé en prenant en considération :

- Un taux de turn-over déterminé sur la base des données historiques dont dispose le Groupe (taux variant de 0 % pour les plus de 55 ans et 16 % pour les salariés ayant entre 18 et 20 ans)
- Un taux de revalorisation des salaires uniforme de 2.5 %
- Un taux d'actualisation de 6.4 %
- Un départ à la retraite des salariés à 62 ans à l'initiative du salarié afin de se conformer aux données historiques dont dispose le Groupe

2.16 - Contrats de location financement

Les contrats de locations sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Tous les autres contrats de location sont classés en location simple.

Par ailleurs, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement sont comptabilisés en tant qu'actifs au plus faible de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location et de leur juste valeur, déterminés au commencement du contrat de location. Le passif correspondant dû au bailleur est enregistré au bilan en tant qu'obligation issue des contrats de location financement. Les paiements minimaux au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette, de manière à obtenir un taux d'intérêt périodique constant sur le solde restant dû au passif. Les charges financières sont comptabilisées dans le résultat.

2.17 - Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

2.18 - Passifs financiers

Les prêts bancaires et les découverts portant intérêts sont comptabilisés initialement à la juste valeur et ensuite évalués au coût amorti à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les différences entre les montants reçus (nets des coûts directs d'émission) et les montants dus lors du règlement ou du remboursement sont amorties en résultat sur la durée de l'emprunt selon cette méthode.

2.19 - Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Le Groupe n'utilise pas d'instruments dérivés courants ou non courants et il n'est pas exposé à des risques financiers de change sur les cours des monnaies étrangères et sur les taux d'intérêt.

2.20 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les autres placements à court terme très liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidités. Les découverts bancaires figurent au passif courant du bilan, dans les Emprunts à court terme.

2.21 - Comptabilisation des produits

La comptabilisation des produits liés à la vente de biens ou de services est constatée en produits des activités ordinaires.

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais et des taxes relatives aux ventes. Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés comme suit :

- Les ventes de biens sont comptabilisées lors de la livraison des biens et du transfert du titre de propriété
- Les transactions impliquant des prestations de services sont comptabilisées sur la période au cours de laquelle les services sont rendus
- Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif
- Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi

Les montants perçus au titre des activités de mandat du Groupe sont enregistrés en net des charges induites par ces mêmes activités ; c'est ainsi que les produits des activités ordinaires excluent la taxe générale sur les activités polluantes collectée auprès des clients et intégralement reversée aux douanes.

2.22 - Impôt sur les résultats

L'impôt dans les comptes au 30 juin 2008 a été calculé selon les modalités suivantes :

- détermination du taux effectif d'impôt annuel estimé, appliqué au résultat de la période avant impôt pour chaque entité au 30 juin 2008,
- prise en compte des réintégrations et déductions fiscales suivants les pays,
- prise en compte des actifs et passifs d'impôt différé,
- détermination de l'impôt pour chaque entité pour l'exercice en cours,

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2005, le Groupe a opté pour le régime d'intégration fiscale. Sont incluses dans le champ d'application de ce régime toutes les sociétés commerciales détenues directement ou indirectement au moins à 95 % par Groupe Pizzorno Environnement.

Les charges d'impôt sont supportées par les filiales intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale.

Pour le Groupe Pizzorno Environnement, la charge d'impôt se caractérise par son impôt et le boni ou mali d'intégration correspondant à la différence entre le montant de la charge d'impôt du Groupe et le montant de la charge d'impôt que Groupe Pizzorno Environnement supporte en l'absence d'intégration fiscale.

2.23 – Résultat par action

Le résultat net par action présenté au pied du compte de résultat correspond, conformément à la norme IAS 33, au rapport entre, d'une part le « résultat net - part du Groupe » et, d'autre part le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de la Société Groupe Pizzorno Environnement au cours de l'exercice.

Par ailleurs, la société ne disposant pas d'investissements dilutifs, le résultat net dilué par action est égal au résultat net par action

2.24 – Actifs courants / non courants et passifs courants / non courants

Les actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivants la clôture, sont classés en « actifs courants », de même que les actifs détenus dans le but d'être cédés, la trésorerie ou les équivalents de trésorerie. Tous les autres actifs sont classés en « actifs non courants ».

Les passifs devant être réalisés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivants la clôture sont classés en « passifs courants ».

Tous les autres passifs sont classés en « passifs non courants », notamment les passifs d'impôts différés et la quote-part à plus d'un an des emprunts et autres passifs financiers.

2.25 – Correction d’erreur – IAS 8

Des charges de locations des mois de novembre et décembre 2007 de l’établissement mauritanien de la filiale Dragui-Transport n’ont pas été provisionnées dans les comptes de l’exercice clos au 31 décembre 2007. Le montant de ces charges s’élève à 118 523 KMRO soit 319 K€ (conversion au cours de clôture 31/12/2007). Les états financiers du 31 décembre 2007 ont été retraités pour corriger cette erreur en application de la norme IAS8. Dans les comptes semestriels du 30 juin 2008, seul le bilan à l’ouverture et le tableau de mouvements des capitaux propres sont retraités, l’erreur concernant le second semestre 2007. L’effet du retraitement est résumé ci après. Il n’y a donc pas d’effet sur les comptes au 30 juin 2008.

Effet Bilan 31/12/2007

Diminution du résultat de l’exercice	- 305 K€
Diminution des intérêts minoritaires	- 14 K€
Augmentation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	+ 319 K€
Impact Bilan	0 K€

A noter qu’il n’y a pas d’effet d’impôt : selon la fiscalité Mauritanienne, l’impôt sur les bénéfices n’était pas du, car déjà couvert par l’impôt calculé sur la base du chiffre d’affaires. Le retraitement concernant des charges d’exploitation, aucun effet d’impôt n’est à constater.

3 - Périmètre de consolidation

3.1 - Société Mère

Groupe Pizzorno Environnement
Société Anonyme au capital de 21 416 000 €
109, rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN
RCS Draguignan 429 574 395 (2000 B 33)

3.2 - Filiales consolidées

Dénomination		N° Siren	% Intérêt	% Contrôle	Mode d’intégration
Dragui-Transports (Dt)	Draguignan	722 850 070	95.65 %	100 %	IG
Roger Gosselin	Manneville	424 656 502	100 %	100 %	IG
Sci foncière de la Mole	Draguignan	490 920 634	47.82%	50%	IG
Samnet	Saint-Ambroix	302 221 403	96.27 %	100 %	IG
Segedema	Rabat (Maroc)		96.44 %	100 %	IG
Selfema	Draguignan	323 592 295	96.14 %	100 %	IG
Sem porte du Var environnement	Saint Maximin	493 636 054	48.08 %	50%	ME
Nicollin Sgea Sep	Draguignan		48.45 %	50%	IP
Sgea	Draguignan	324 667 211	96.89 %	100 %	IG
Sma	Draguignan	683 780 186	91.30 %	100 %	IG
Sovatram	Draguignan	739 502 797	96.27 %	100 %	IG
Sud Invest. Environnement	Draguignan	418 742 086	96.40 %	100 %	IG
TEODEM	Rabat (Maroc)		97.55 %	100 %	IG
Pizzorno Environnement Tunisie	Tunis (Tunisie)		98.45 %	100 %	IG

3.3 - Participations non consolidées

Certaines participations ont été exclues du périmètre de consolidation parce qu’il s’agit d’entreprises en sommeil ou sur lesquelles le Groupe n’exerce aucune influence notable.

Sociétés	% capital détenu	Quote-part capitaux propres	Résultat Exercice 2007	Valeur des titres
SCI du Balançan	16,66	32	192	174 ⁽¹⁾
SA Scann	5			15 ⁽²⁾
Z ET P à Abu Dhabi	49	Société non active		25
Total				214

(1) La valeur des titres est justifiée par la valeur des terrains

(2) Les titres de la SA SCANN sont dépréciés à 100 %

4 - Notes explicatives sur les comptes

4.1 - Notes sur le bilan

4.1.1 - Goodwill

Sociétés Détenrices	Sociétés détenues	Goodwill 31/12/07	Augmentation	Diminution	Goodwill 30/06/08
Gpe	Dt	5 948			5 948
Gpe	Gosselin	3 797			3 797
Gpe	Sgea	134			134
Gpe	Sovatram	280			280
Dt	Sgea	4			4
Sgea	Sma	110			110
Sgea	Selfema	45			45
Sovatram	Sma	12			12
		10 330			10 330
Dt		395			395
Dt		311			311
Sgea		96			96
Samnet		28			28
		830			830
Total Goodwill		11 161			11 161

4.1.2 - Immobilisations corporelles

Rubriques	31/12/07	Acquisitions	Cessions	Variation périmètre	Autres (*)	30/06/08
Immobilisations corporelles						
Terrains	2 813	525				3 338
Constructions	35 623	1 194	-4		-44	36 769
Installations techniques	14 561	3 091	-359		227	17 520
Autres immobilisations corporelles	72 255	7 779	-1 662		-137	78 235
Immobilisations en cours	7 795	2 218			-268	9 745
Avances et acomptes	215	173				388
Total Valeur Brute	133 262	14 980	-2 025		-222	145 993
Amortissements						
Constructions	20 230	3 190	-4		-14	23 402
Installations techniques	7 674	1 088	-344		-6	8 412
Autres immob. corporelles.	42 463	4 071	-1 149		-84	45 302
Total amortissements	70 367	8 349	-1 497		-104	77 116
Total Net	62 894					68 877

(*) Principalement écarts de conversion et reclassements de poste à poste.

4.1.3 - Immobilisations incorporelles

Rubriques	31/12/07	Acquisitions	Cessions	Variation périmètre	Autres	30/06/08
Immobilisations incorporelles						
Concessions, brevets, marques	249	1				250
Droit au bail	23					23
Autres	17	7				24
Total Valeur Brute	289	8				297
Amortissements						
Concessions, brevets, marques	144	18				162
Autres	5	8				13
Total amortissements	149	26				175
Total Net	141					122

4.1.4 - Participations mises en équivalence

Ce poste enregistre la part du Groupe dans les capitaux propres des entreprises associées.

Le solde du poste est constitué par la participation acquise par le groupe en 2006 dans une entreprise associée (société Sem porte du Var environnement).

4.1.5 - Titres disponibles à la vente

Il s'agit :

	30/06/2008			31/12/2007
	Brut	Provision	Net	net
SCI du Balançan	174		174	174 (1)
SA Scann	15	15	0	0
Z et P à Abu Dhabi	25		25	25
Autres	1		1	1
Total	215	15	200	200
Créances rattachées à des participations				
Autres	9		9	9
Total	9		9	9
Total	224	15	209	209

(1) La valeur des titres est justifiée par la valeur des terrains

4.1.6 - *Autres actifs (courants et non courants)*

(En milliers d'euros)	Juin 2008		Décembre 2007	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Prêts	4		4	
Dépôts de garantie et cautionnements	672		660	
Créances diverses nettes de dépréciation	82	1 632	68	1 037
Charges constatées d'avance		956		553
Total	758	2 588	732	1 590

Les actifs non courants correspondent à la part à plus d'un an des actifs.

4.1.7 - *Stocks et en cours*

Ventilation de la valeur nette comptable des stocks par catégorie (IAS 2.36) :

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Décembre 2007
Matières premières	555	587
Production de biens	109	58
Marchandises	16	13
Total	679	658

4.1.8 - *Trésorerie et équivalent de trésorerie*

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Décembre 2007
- Sicav monétaires	6 257	9 631
- Comptes à terme	22	2 657
Valeurs mobilières de placement	6 279	12 288
Disponibilités	5 324	11 919
Total	11 603	24 208

4.1.9 - *Emprunts et dettes financières à long terme*

(En milliers d'euros)	Juin 2008		Décembre 2007	
	Non courants	Courants	Non courants	Courants
Emprunts auprès des établissements de crédit				
. Echéances - 1 an		11 981		8 204
. Echéances de 1 à 5 ans	16 442		17 428	
. Echéances + 5 ans	3 561		3 761	
Location financement				
. Echéances - 1 an		7 201		6 581
. Echéances de 1 à 5 ans	15 658		13 798	
. Echéances + 5 ans	192		19	
Autres dettes financières				
. Echéances - 1 an		1 173		529
. Echéances de 1 à 5 ans	786		1 044	
. Echéances + 5 ans				
Total	36 640	20 355	36 050	15 314

L'exposition du Groupe aux fluctuations des taux d'intérêts résulte des données suivantes :

- 87 % des emprunts sont à taux fixes compris entre 4 et 6%,
- les contrats de location financement sont dans leur grande majorité à taux fixes compris entre 4.5 et 7%,
- les emprunts liés aux activités marocaines sont en majorité fixes compris entre 7 et 9%.

4.1.10 - *Contrats de location financement*

Immobilisations concernées	Valeur Brute 06/2008	Amortissement	Valeur Nette 06/2008	Redevances restant à payer 06/2008
Terrain et constructions	300	1	299	408
Autres immob. corporelles	56 103	30 246	25 857	24 917

4.1.11 - *Impôts différés actifs et passifs*

Ces postes concernent les impôts différés dont la ventilation par nature est la suivante (en milliers d'euros) :

Catégories	2008		2007	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
- Différences temporaires :				
. Organic	45		75	
. Participation des salariés	29		96	
. Provisions non déductibles	206		308	
. Provisions non constatées en social	114		103	
- Produits taxés d'avance	1		28	
. Divers	1			
	396		610	
- Annulation provisions réglementées		243		186
- Location - financement		909		765
- Evaluation d'actif à la juste valeur	-	455		320
- Provisions suivi trentenaire		589		591
- Cessions immo. Intra-groupe		59		73
- Indemnités fin de carrière	541		530	
- Report fiscaux déficitaires	172			
Total	1 109	2 255	1 140	1 935
- Compensation ID actifs et passifs par entité	-905	-905	-789	-789
Total	203	1 350	351	1 146

4.1.12 - *Provisions*

(en milliers d'euros)	2007	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Variation périmètre	Autres	2008
Long terme							
Autres provisions	180					-173	7
Provisions pour remise en état sites	1 770	23	-53			-1 690	50
Provision suivi trentenaire	2 049	19		-164			1 904
Total Long terme	3 999	42	-53	-164		-1 863	1 962
Court Terme							
Provisions risques sociaux	452	247					699
Provisions risques divers	17	104				156	277
Provisions pour remise en état sites						1 690	1 690
Provision suivi trentenaire	282					-1	281
Total court terme	751	351				1 845	2 947

La part à court terme des provisions correspond à la partie à moins d'un an.

4.1.13 - Avantages postérieurs à l'emploi

Le seul avantage postérieur à l'emploi dont bénéficient les salariés du Groupe (en France) correspond aux versements d'indemnités de fin de carrière.

Le calcul des indemnités de fin de carrière est résumé dans le tableau ci-dessous (en milliers d'euros) :

<u>Evolution de l'engagement</u>	
Engagement au 01/01/2008	(1 903)
Charge d'intérêt	(50)
Coût des services rendus	(98)
Pertes et gains actuariels	194
Cotisations versées par les salariés	-
Prestations payées	124
Acquisition	-
Cession	-
Modification du régime	-
Transfert intra-groupe	-
Réduction du régime	-
Liquidation du régime Autres	-
Ecart de change	-
Engagement au 30/06/2008	(1 733)

<u>Charge de l'exercice</u>	
Coût des services rendus	(98)
Charge d'intérêt	(50)
Rendement attendu des actifs	-
Amortissement des services passés	(10)
Amortissement des pertes et gains actuariels Gains/pertes de liquidation	(0.4)
Gains/pertes de réduction	-
Ajustement lié à la non reconnaissance d'un surplus	-
Charge/Produit de retraite de l'exercice	(159)

<u>Evolution de la provision</u>	
Provision au 1/1/2008	(1 589)
Charge de l'exercice	(159)
Prestations payées par l'employeur	124
Cotisation au fonds versée par l'employeur	-
Autres ajustements (acquisition, cession, ...)	-
Ecart de change	-
Transfert intra-groupe	-
Provision au 30/06/2008	(1 624)

<u>Réconciliation de l'engagement net et de la provision</u>	
Engagement net	(1 733)
Pertes/gains actuariels non reconnus	(82)
Services passés non reconnus	191
Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus	-
Provision au 30/06/2008	(1 624)

Taux d'actualisation 30/06/2008	6.40 %
Taux d'augmentation des salaires	2.5%
Durée résiduelle d'activité	-
Date d'évaluation	30/06/2008
Nombre de salariés	1 477

4.1.14 – Actifs et Passifs d'impôts courants

(En milliers d'euros)	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
- Dettes sociales		13 764		13 897
- Tva	10 572	11 385	7 648	8 527
- Autres impôts et taxes	1 608	1 836	1 539	1 924
Total	12 180	26 985	9 187	24 348

4.1.15 - Autres passifs courants et non courants

(En milliers d'euros)	30 juin 2008		31 décembre 2007	
	Non courants	Courants	Non courants	Courant
- Dettes sur immobilisations		13		3 807
- Dettes sociales				
- Autres dettes	225	4 031		896
- Produits constatés d'avance § écarts conversion				-196
Total	225	4 044		4 507

Les passifs courants sont à échéances à moins d'un an et les non courants sont à échéances comprises entre un et cinq ans.

4.1.16 – Créances en souffrance et non dépréciées

Au 30 juin 2008

(En milliers d'euros)	Actifs en souffrance à la date de clôture non dépréciés				Actifs dépréciés nets	Actifs ni dépréciés ni en souffrance	Total
	0 à 6mois	6 mois à 1 an	Plus d'un an	Total			
Clients	10 096	2 066	4 818	16 980	1 106	30 790	48 876
Total							

Au 31 décembre 2007

(En milliers d'euros)	Actifs en souffrance à la date de clôture non dépréciés				Actifs dépréciés nets	Actifs ni dépréciés ni en souffrance	Total
	0 à 6mois	6 mois à 1 an	Plus d'un an	Total			
Clients	5 688	402	4 333	10 423	512	26 731	37 666
Total							

4.1.17 - Engagements hors bilan

Engagements	30 juin 2008 (en milliers d'euros)
- Intérêts restant à payer sur emprunts	3 642
- Pertes actuarielles et services passés non reconnus des indemnités de fin de carrière	109
- Redevances de crédit bail restant à payer excédant les dettes financières de crédit bail comptabilisées en emprunts au passif du bilan	2 151
- Cautions données	35 667
- Autres garanties	309
Total	35 975

Dettes garanties par des sûretés	
- Nantissement de fonds de commerce	8 186
- Nantissement d'actions	470
- Nantissement de marchés	1 409
- Nantissement de matériel et outillage	8 318
- Privilèges de prêteur de deniers	171
- Hypothèques	873
- Délégation d'assurances	1 160
Total	20 587

Par ailleurs, le Groupe loue des terrains, des bureaux, des entrepôts et des matériels dans le cadre de contrats de location simple. Ces contrats de location ont différentes durées, clauses d'indexation et options de renouvellement.

Le tableau ci-dessous détaille le total des paiements minimums futurs au titre de ces contrats de location :

(En milliers d'euros)	30/06/2008
- A moins d'un an	1 809
- Entre un et cinq ans	5 252
- A plus de cinq ans	4 062
Total	12 355

4.2 - Notes sur le tableau de variation des capitaux propres

4.2.1 - Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital au début de l'exercice	4 000 000	5.35 €
Actions nouvelles créées pendant l'exercice		
Actions composant le capital au 30 juin 2008	4 000 000	5.35 €

Toutes les actions composant le capital social sont des actions ordinaires.

4.2.2 - Composition des réserves consolidées

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2007	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Primes d'émission	4			4
Réserve légale	285	156		441
Report à nouveau (1)	1605	2 169		3 774
Autres réserves (1)	196			196
	2090	2 325		4 415
Réserves consolidées	11 447	758		12 205
Ecart de conversion	-137		-37	-174
	13 400	3 083	-37	16 446

(1) dont montant distribuable au 30/06/2008 : 3 970 K€ (IAS 1.97)

4.2.3 - Titres d'autocontrôle

	31/12/2007	Augmentations	Diminutions	30/06/2008
Nombre de titres	11 931	2 786		14 717
Valeur (en milliers d'euros)	268			234

4.3 - Notes sur le compte de résultat

4.3.1 - Produits des activités ordinaires

<i>(En milliers d'euros)</i>	Juin 2008	Juin 2007
Chiffre d'affaires		
. dont ventes de biens	180	1 167
. dont prestations de services	75 975	62 204
	76 155	63 371
Intérêts		
Redevances		
Dividendes		
Total	76 155	63 371

4.3.2 - Décomposition du chiffre d'affaires

<i>(En milliers d'euros)</i>	Juin 2008	Juin 2007
Chiffre d'affaires France	62 700	55 305
Chiffre d'affaires Maroc	10 310	8 066
Chiffre d'affaires Mauritanie	3 145	0
Total	76 155	63 371

4.3.3 - Charges de Personnel

<i>(En milliers d'euros)</i>	Juin 2008	Juin 2007
Salaires	23 099	19 856
Charges sociales	8 195	7 178
Participation des salariés	88	129
Avantages du personnel	-15	90
Total	31 367	27 253

4.3.4 - Amortissements, provisions et pertes de valeur

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Juin 2007
Dotations		
. aux amortissements	8 369	5 587
. aux provisions	568	313
. aux provisions pour pertes de valeur d'actifs	312	484
Total	9 249	6 384
Reprises		
. d'amortissements		
. de provisions	415	285
. de provisions pour pertes de valeur d'actifs	51	411
Total	466	696

4.3.5 - Autres produits et charges courants

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Juin 2007
Charges de gestion courantes	146	214
Pénalités sur marchés	-4	44
Rappels d'impôts et pénalités	246	168
Valeurs nettes comptables des immobilisations cédées	528	254
Cessions d'immobilisations	-622	-306
Quote-part de subvention réintégrée dans les résultats		-14
Divers		
Total	294	360

4.3.6 - Autres produits et charges opérationnels non courants

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Juin 2007
Divers	0	0

4.3.7 - Coût de l'endettement financier brut

(En milliers d'euros)	06/2008	06/2007
- Intérêts sur emprunts	751	594
- Intérêts sur contrats de location financement	552	473
- Intérêts sur cessions de créances	0	0
- Intérêts et agios bancaires	91	65
- Intérêts divers	60	82
Total de l'endettement financier brut	1 454	1 214

4.3.8 - Décomposition des autres produits et charges financiers

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Juin 2007
Reprises provisions financières		
Autres produits financiers	51	54
Autres charges financières	-124	-166
Provisions charges d'actualisation	-106	-93
Provisions financières		
Cessions d'immobilisations financières		
Résultat de change		
Total autres produits et charges financiers	-178	-205

4.3.9 - Impôts

(En milliers d'euros)	Juin 2008	Juin 2007
Impôt exigible	393	761
Impôt différé	379	480
Total charge d'impôts	772	1 241

Le passage de l'impôt théorique aux taux en vigueur, à la charge d'impôt totale pour l'exercice, est justifié par les éléments suivants :

<i>(En milliers d'euros)</i>	
Résultat net consolidé (hors résultat des sociétés mises en équivalence)	654
Charge d'impôt effective	772
Résultat consolidé avant impôt	1 426
Charge d'impôt théorique (33.333 %)	475
Impact des différences de taux (Maroc)	16
Impact des charges définitivement non déductibles	281
	772

4.3.10 – Contribution des entreprises au résultat

<i>(En milliers d'euros)</i>	France	International	Total
Contribution au résultat	321	319	640

4.3.11 - Informations sectorielles

4.3.11.1 - Premier niveau d'information sectorielle - Secteur d'activité

Le Groupe est structuré en 2 principaux secteurs d'activité :

- Le secteur « Traitement » qui comprend l'exploitation d'installations de stockage et de traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains, des déchets industriels, boues et mâchefers, à l'exclusion des activités de traitement liées à des contrats de propreté.
- Le secteur « Propreté » qui comprend l'ensemble des autres activités du Groupe et, plus particulièrement :
 - La collecte, le transport, le tri sélectif et la valorisation des ordures ménagères et autres résidus urbains
 - Le nettoyage urbain
 - L'enlèvement des déchets industriels
 - Les autres activités de diversification : assainissement, nettoyage industriel, compostage, travaux publics etc...

Les résultats par secteurs d'activité pour le premier semestre 2008 sont détaillés ci-après :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
Chiffre d'affaires externe	68 262	7 893	-	76 155
Résultat opérationnel	1 205	1 631	-	2 836
Résultat financier	-650	-759		-1 409
Quote-part dans le résultat des entreprises associées			-15	-15
Résultat avant impôts	555	872	-15	1 412
Charge d'impôt sur le résultat				- 772
Résultat de l'exercice				640

Au 30 juin 2007, ces mêmes données étaient de :

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
Chiffre d'affaires externe	54 408	8 964	-	63 372
Résultat opérationnel	914	2 830	-	3 744
Résultat financier	-588	-379		-967
Quote-part dans le résultat des entreprises associées			-63	-63
Résultat avant impôts	326	2 451	-63	2 714
Charge d'impôt sur le résultat				-1 241
Résultat de l'exercice				1 473

Ces secteurs emploient les actifs suivants :

	Secteur Propreté		Secteur Traitement		Autres		Consolidé	
	06/2008	12/2007	06/2008	12/2007	06/2008	12/2007	06/2008	12/2007
Immobilisations corporelles	50 451	44 404	13 957	14 196	4 469	4 294	68 877	62 894
Goodwill	10 771	10 771	390	390	-	-	11 161	11 161
Immobilisations incorporelles	80	97	32	32	10	12	122	141
Participation entreprises associées	-	-	-	-	36	51	36	51
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-	209	209	209	209
Total des actifs employés	61 302	55 272	14 379	14 618	4 724	4 566	80 405	74 456

Immobilisations corporelles	13 729	29 024	983	5 853	268	73	14 980	34 950
Goodwill		3 797	-	-				3 797
Immobilisations incorporelles	7	50	1	2			8	52
Participation entreprises associées	-	-	-	-				
Titres disponibles à la vente	-	-	-	-		1	-	1
Total des investissements de l'exercice	13 736	32 871	984	5 855	268	74	14 988	38 800

4.3.11.2 - Deuxième niveau d'information sectorielle - Secteur géographique

L'activité du Groupe est principalement exercée en France avec un développement sur le Maroc au travers des sociétés Segedema et Teodem, ainsi qu'en Mauritanie par le biais d'une succursale de la société Dragui Transport.

La répartition géographique du résultat et des actifs employés est la suivante :

	France		International	
	06/2008	06/2007	06/2008	06/2007
Chiffre d'affaires	62 701	55 305	13 454	8 066
Résultat opérationnel	1 765	3 198	1 071	544
Résultat financier	-990	-697	-420	-270
Quote part dans le résultat des entreprises associées	-15	-62		
Résultat avant impôts sur le résultat	761	2 439	650	274
Charge d'impôt sur le résultat	-440	-982	-332	-259
Résultat de la période	321	1 457	319	15

	06/2007	06/2007	06/2007	06/2007
--	---------	---------	---------	---------

Actifs immobilisés				
Immobilisations corporelles	51 035	45 671	17 842	6 623
Goodwill	11 161	7 364		
Autres immobilisations incorporelles	122	155		
Participation entreprises associées	36	82		
Titres disponibles à la vente	204	209		
Totaux	62 558	53 481	17 842	6 623

Investissements de l'exercice				
Immobilisations corporelles	8 360	7 375	6 398	2 071
Goodwill				
Autres immobilisations incorporelles	1	47		
Participation entreprises associées				
Titres disponibles à la vente		1		
Totaux	8 361	7 423	6 398	2 071

4.3.11.3 - Information sectorielle – Charges significatives sans contrepartie en trésorerie

	Secteur Propreté	Secteur Traitement	Autres	Consolidé
Dotation aux amortissements	5 218	2 908		8 369
	5 218	2 908	-	8 369

	France		International	
	06/2008	06/2007	06/2008	06/2007
Dotation aux amortissements	6 868	4 503	1 501	1 084
	6 868	4 503	1 501	1 084

4.3.12 - Effectif moyen du personnel

	06/2008	06/2007
- effectif moyen	5 472	2 853

4.4 - Transactions avec les parties liées

Le Groupe est contrôlé par Monsieur PIZZORNO Francis qui détient 71,82 % du capital de la société. Le reliquat, soit 28,18 % du capital, est coté et détenu par un nombre important d'actionnaires.

Les transactions avec les parties liées (SCI de la Nartuby et SCI François-Charles Investissements, contrôlées par Monsieur PIZZORNO et son groupe familial) sont non significatives sur la période et à ce titre ne sont pas détaillées.

4.5 - Evènements postérieurs à la clôture

Le 2 juillet 2008 la société SAS ROGER GOSSELIN a acquis 40 % des titres de la société METOSTOCK ENVIRONNEMENT. Par ailleurs, une promesse de vente de 60% des titres restants, détenus par la société METOSTOCK, a été signée (l'option pourra être levée à tout moment pendant une période de six mois à compter du 2 juillet 2011 jusqu'au 2 janvier 2012).

Cette prise de participation a été effectuée via une augmentation du capital social de la société METOSTOCK ENVIRONNEMENT de 0,6 M€ (30 033 actions) assortie d'une prime d'émission de 1,4 M€. Le montant total de l'acquisition s'élevant donc à 2 M€.

METOSTOCK ENVIRONNEMENT a une activité de regroupement, prétraitement et valorisation des déchets industriels banals et dangereux. Le chiffre d'affaires de l'exercice 2007 s'élève à environ 8 M€.

A ce jour, le coût d'acquisition des titres, l'identification et l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs de l'entreprise acquise ainsi que l'écart d'acquisition n'ont pas encore été évalués.

5 - Changement de méthode comptable de l'exercice

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu en 2008.

6 – Principaux risques auxquels est confronté le Groupe

Les risques et incertitudes auxquels peuvent être confrontées les différentes sociétés composant le Groupe ne sont pas différents de ceux qui ont été présentés en détail dans le document de base émis en juillet 2005 lors de l'introduction en bourse et auquel nous vous invitons à vous reporter.

Compte tenu de la qualité de nos clients (collectivités publiques) et de la pérennité de nos contrats conclus généralement pour plusieurs années, le risque marché est relativement faible. De plus, nos marchés comportent tous une formule contractuelle de révision de prix automatique généralement deux fois par an qui permet de mettre à l'abri l'entreprise des risques de variation de différents facteurs tels que, notamment, l'énergie (carburant).

En matière juridique, l'année 2007 n'a vu naître aucun litige en matière d'environnement pouvant avoir un effet significatif sur la poursuite de nos activités et/ou sur nos comptes.

En matière de risque industriel, nous n'avons aucune installation de type SEVESO.

Nos risques de change sont très limités puisque nos contrats étrangers en 2008, sont marocains ou mauritaniens, et sont payés en dirhams ou en Ouguiya non totalement convertibles. Notre chiffre d'affaires au Maroc et en Mauritanie représente, en 2008, 17,66 % de notre chiffre d'affaires total. Nos risques sur actions sont nuls puisque le groupe ne détient pas d'autres actions que celles des filiales.

Paul MORTINI
15, allée d'Azemar
83300 Draguignan

Deloitte & Associés
Les Docks - Atrium 10.4
10, place de la Joliette
13002 Marseille

GROUPE PIZZORNO

ENVIRONNEMENT

Société Anonyme
109, rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT

Société Anonyme

109, rue Jean Aicard
83300 DRAGUIGNAN

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application des articles L. 232-7 du Code de commerce et L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société GROUPE PIZZORNO ENVIRONNEMENT, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Draguignan et Marseille, le 22 août 2008

Les Commissaires aux Comptes

Paul MORTINI

Deloitte & Associés

Hugues DESGRANGES